



GLOBAL  
CENTRE FOR  
PLURALISM

CENTRE  
MONDIAL DU  
PLURALISME

# Fédéralisme et les inégalités entre les groupes au Nigeria

Mars 2017

Le Nigeria est l'un des pays d'Afrique les plus diversifiés et profondément divisés. La décision coloniale de fusionner le nord et le sud du Nigeria a créé une entité politique à partir de deux régions ayant une histoire commune limitée et peu de liens culturels. Le régime colonial a exacerbé ces différences, consolidant l'identité religieuse et ethnique comme des distinctions politiques essentielles et créant des conditions qui ont contribué à l'instabilité persistante. Le fossé entre le nord et le sud demeure, marqué par des variations considérables dans le développement économique et l'accès aux services sociaux de base. Les conflits religieux ont régulièrement provoqué des tensions entre les régions, surtout depuis la montée de tendances plus intégristes de l'Islam dans les années 1980.

La structure régionale du Nigeria a également provoqué une concurrence entre les groupes ethniques. Le statut des Yoruba, Igbo et Hausa-Fulani en tant qu'ethnicités dominantes au sein de leurs régions respectives a engendré des tensions

au sein des groupes ethniques minoritaires. Le solide lien des communautés avec un territoire en particulier a également causé un conflit entre les « autochtones » revendiquant leur naissance dans une zone donnée et d'autres Nigériens parfois vus comme des migrants internes. L'égalité de droits de ces derniers est niée et on leur a accordé accès limité aux terres. La concurrence pour le contrôle des institutions de l'État, soutenue par la corruption généralisée et le conflit relatif au gaspillage des ressources naturelles du Nigeria (surtout le pétrole), ont compliqué davantage la situation et contribué à ces sources d'instabilité.

En dépit de l'histoire quelque peu tumultueuse du Nigeria, le caractère fédéral de l'État semble avoir atténué une violence plus grave. Le fédéralisme a localisé le conflit, créé un équilibre entre les groupes ethniques majeurs (empêchant l'un d'entre eux de prendre le contrôle de l'autorité de l'État) et conservé une certaine diversité dans chacune des régions. En même temps, la superposition d'un système fédéral à des régions diversifiées sur les

---

**Témoigner du changement dans les sociétés diversifiées** est une nouvelle série de publications du **Centre mondial du pluralisme**. Couvrant six régions du monde, chaque « cas de changement » examine une période durant laquelle un pays a modifié son approche envers la diversité, soit développant, soit en sapant les fondements de la citoyenneté inclusive. L'objectif de la série – laquelle présente également des aperçus thématiques d'éminents universitaires – est de favoriser la compréhension globale des sources d'inclusion et d'exclusion dans les sociétés diversifiées ainsi que des chemins vers le pluralisme.

plans économique et culturel a créé de puissantes mesures incitatives pour s'engager dans une politique « où le vainqueur remporte tout ». Celle-ci encourage les tendances à la redistribution fondée sur l'identité de groupe et omet systématiquement d'aborder la question des grandes disparités dans les niveaux de vie à travers le pays. Ces profondes inégalités ont en partie alimenté la montée de Boko Haram et contribué au conflit nationaliste permanent dans le delta du Niger.

La Constitution actuelle aspire à « reconnaître la diversité des peuples » et à « promouvoir un sentiment d'appartenance et de la loyauté parmi les peuples de la fédération ». Cependant, les tensions entourant l'élection fédérale de 2015 ont de nouveau mis de l'avant les sources de conflit régionales et religieuses de longue date. En commandant le cas de changement nigérian, le Centre mondial du pluralisme cherchait à comprendre comment le modèle fédéral du Nigeria a, dans les faits, encouragé un plus grand pluralisme. Les institutions et conventions fédérales du pays atténuent-ils les doléances et les disparités des groupes ou ravivent-ils la concurrence ethnique et religieuse? Dans quelle mesure l'État fédéral s'est-il adapté efficacement au défi perpétuel des inégalités socioéconomiques régionales et au nouveau défi de la radicalisation religieuse alimentée par ces disparités dans le nord du Nigeria?

## EXPOSÉ DES FAITS

La population d'environ 200 millions de personnes du Nigeria fait de lui le pays le plus peuplé d'Afrique. Il compte 300 groupes ethniques et 250 langues. Trois groupes ethniques majeurs – les Igbo au sud-ouest, les Hausa-Fulani au nord et les Yoruba au sud-ouest forment les deux tiers de la population nationale. Depuis la fondation du pays en 1960, sa diversité ethnolinguistique est une source de tensions intercommunautaires, régionales et nationales au sein du Nigeria moderne. Les profondes divisions imprègnent non seulement la vie sociopolitique, mais elles menacent également de détruire l'État en l'absence d'influence dominante et cohésive au centre. La recherche d'arrangements structurels viables pour équilibrer les intérêts divergents et décentralisés du pays a préoccupé tous les gouvernements successifs.

Les défis du Nigeria dans la gestion de la diversité peuvent être imputés aux origines historiques du pays. Les dirigeants postcoloniaux ont hérité d'une structure fédérale tripartite fondée sur l'autonomie régionale qui conférait un véritable contrôle sur la vie nationale aux trois groupes ethniques majeurs. En l'absence d'efforts pour les mitiger, les disparités territoriales et économiques entre les régions qui en résultaient ont provoqué des tensions. Il y avait un déséquilibre extrême entre le poids politique des Hausa-Fulani et la puissance socioéconomique des Yoruba et des Igbo. Cette structure fédérale, jumelée à un modèle majoritaire de Westminster problématique, a produit beaucoup de turbulence dans la décennie suivant l'indépendance.

---

## En commandant le cas de changement nigérian, le Centre mondial du pluralisme cherchait à comprendre comment le modèle fédéral du Nigeria a, dans les faits, encouragé un plus grand pluralisme. Les arrangements fédéraux du pays atténuent-ils les doléances et les disparités des groupes ou ravivent-ils la concurrence ethnique et religieuse?

---

La création d'un système fédéral plus inclusif a été primordiale pour le maintien du Nigeria en tant qu'État. Cet objectif a été poursuivi sur deux fronts : par la croissance constante du nombre d'États et par la tentative de transformer la structure politique fédérale en moyen pour parvenir à un plus grand pluralisme par la reconnaissance des différences entre les groupes et les mesures d'accommodement envers eux. Aujourd'hui, la fédération nigérienne comprend une multiplicité d'États et un principe de « caractère fédéral », introduit dans la Constitution de 1979, qui visent à garantir que des individus provenant d'un grand nombre d'États, de groupes ethniques et de groupes religieux forment à la fois le gouvernement national et les partis politiques qui le constituent.

Dans quelle mesure cette vision du fédéralisme nigérian en tant que moyen de parvenir au pluralisme s'est-elle bien traduite dans les faits? D'une part, la relative absence de conflit violent suggère que le système fédéral du Nigeria a su gérer la diversité du pays grâce à un ensemble

raisonnablement efficace de compromis interethniques. L'engagement envers le fédéralisme est devenu le critère fondamental non seulement de la citoyenneté, mais aussi des droits des groupes et de l'intégration efficace au corps politique nigérian. L'un des développements clés du fédéralisme nigérian a été d'établir des structures compensatoires pour limiter le pouvoir des groupes ethniques majoritaires qui sont maintenant dispersés à travers le territoire dans 22 des 36 États du pays. Cette dilution de l'influence ethnorégionale a augmenté l'autorité du gouvernement central tout en améliorant la représentation des minorités ethniques dans les questions fédérales.

En plus d'équilibrer les intérêts et les tensions politiques, le fédéralisme nigérian a également contribué à la gestion des États concurrents et des intérêts des groupes sur les plans économique et social. Le fédéralisme a créé un système de redistribution des recettes pétrolières provenant du delta du Niger riche en pétrole vers le reste de la fédération. La Constitution reconnaît également le droit des États à établir des tribunaux coutumiers. Cette clause a permis aux États du nord du Nigeria à dominance musulmane de mettre en place des tribunaux appliquant la charia investis d'une juridiction civile en matière de droit des personnes.

D'autre part, malgré des succès dans le contrôle de la domination nationale par quelques grands groupes ethniques et en rendant possible le partage des ressources économiques, le fédéralisme nigérian a provoqué plusieurs effets pervers. Premièrement, le nombre d'États a proliféré, passant d'une structure à trois régions à la structure actuelle à 36 États. Cette fragmentation a servi à approfondir

l'ethnorégionalisme. Un des résultats est le conflit perpétuel à propos du partage des revenus entre le gouvernement fédéral et les États de même qu'entre les États, dont certains ne sont pas viables sur le plan économique et existent surtout comme véhicule pour accéder aux finances fédérales.

---

**L'expérience du fédéralisme nigérian des 50 dernières années montre que l'établissement d'institutions inclusives et la reconnaissance de la minorités sont les seules voies vers la légitimité politique ancrée dans la gouvernance efficace de la diversité. Le dossier du pays en matière de mise en œuvre est mitigé.**

---

Deuxièmement, le nombre croissant d'États a aussi pour effet de réduire l'espace géopolitique au sein duquel les Nigériens peuvent revendiquer des droits de citoyenneté à part entière. La Constitution de 1979 a créé un système de quotas pour chaque État à l'échelle nationale, mais seuls les autochtones nigériens d'un État particulier se qualifient comme représentants. La citoyenneté à part entière et les avantages socioéconomiques potentiels de la mobilité étaient donc refusés aux « non-autochtones ».

Troisièmement, la centralisation de l'autorité politique et le nombre accru d'occasions d'activités de maximisation de la rente découlant de la redistribution des recettes pétrolières ont contribué à la corruption, au gaspillage et à la mauvaise gestion des ressources publiques qui ont rendu

le Nigeria célèbre. Le gouvernement fédéral a centralisé la propriété et le contrôle des ressources pétrolières de manière à ce que presque tous les États et les collectivités locales dépendent principalement des transferts.

Quatrièmement et finalement, bien que l'application de la charia dans le nord ait permis la reconnaissance publique de l'héritage religieux des musulmans, elle a aussi été source d'exclusion pour les femmes et les non-musulmans dans ces régions. En outre, ces formes de reconnaissance culturelle n'ont pas beaucoup contribué à corriger l'état de dénuement éducatif et économique continu très répandu dans les États du nord à majorité musulmane. L'insurrection de Boko Haram est apparue à la fois comme une forme de protestation pour attirer l'attention envers la situation désespérée de la région et comme un véhicule économique pour certains des citoyens les plus démunis de la région. Il semblerait que Boko Haram insuffle un élément religieux au mélange agité des doléances régionales à propos de la corruption et de la distribution inéquitable de la richesse et du pouvoir au Nigeria, délégitimant de plus en plus l'État laïque.

## À TRAVERS L'OPTIQUE DU PLURALISME

### Sources d'inclusion et d'exclusion

Le Centre mondial du pluralisme a demandé à chaque auteur de la série de Cas de changement de réfléchir aux sources d'inclusion et d'exclusion à travers l'Optique du pluralisme en se servant des

« moteurs du pluralisme » élaborés par le Centre. Quelques faits saillants du cas complet du Nigeria sont présentés ci-dessous :

### **Moteur 1 : Moyens de subsistance et bien-être**

- Le fédéralisme a permis une distribution plus équilibrée des revenus contrôlés par le centre, provenant des ressources naturelles considérables, particulièrement ceux générés par le pétrole.
- En même temps, le fédéralisme distributif a mené à des conflits entre le gouvernement central et les États, donnant naissance à la concurrence, à la corruption et à un nombre accru d'occasions d'activités de maximisation de la rente.
- Malgré des succès dans le partage du pouvoir politique, de profondes disparités économiques et éducatives persistent entre le nord et le sud et parmi les 36 États du pays.

### **Moteur 2 : Droit, politique et reconnaissance**

- Le fédéralisme a atténué la possibilité de domination de l'État national par les trois plus grands groupes ethniques tout en renforçant les plus petites minorités ethniques.
- Malgré ses insuffisances, le système fédéral nigérian est reconnu pour atténuer une violence plus grave entre les groupes.
- La définition de citoyenneté dans la structure fédérale a tendance à exclure les personnes non autochtones à un État, discréditant ainsi la notion de citoyenneté inclusive.

### **Moteur 3 : Citoyens, société civile et identité**

- La clause de la charia dans certaines régions est une réponse constitutionnelle novatrice aux pressions populaires pour l'autonomie ethnoreligieuse, mais qui a mené à l'exclusion des femmes et des musulmans laïques.
- La force croissante de l'insurrection de Boko Haram reflète l'échec du système fédéral à corriger les disparités économiques et éducatives qui alimentent le succès du groupe.

## **CONCLUSION**

L'expérience du fédéralisme nigérian des 50 dernières années montre que l'établissement d'institutions inclusives et la reconnaissance des minorités sont les seules voies vers la légitimité politique ancrée dans la gouvernance efficace de la diversité. Le dossier du pays en matière de mise en œuvre est mitigé. D'un côté, le fédéralisme au Nigeria a réussi à promouvoir une part d'inclusion politique. De l'autre, le pays continue à vivre l'omniprésence de l'exclusion et des inégalités économiques entre les groupes. Le fédéralisme du Nigeria contient des contradictions qui font en sorte que les mécanismes mêmes d'inclusion servent également de leviers pour l'exclusion. Néanmoins, le bilan est positif dans l'ensemble. Malgré les déficits démocratiques et les défis posés par la montée d'un mouvement islamiste affirmé et même violent, le Nigeria est un pays plus intégré aujourd'hui qu'il ne l'était dans les années 1960. Le système fédéral à plusieurs États s'est avéré un succès relatif pour gérer et modérer le chauvinisme ethnique des

groupes majoritaires tout en accordant une plus grande représentation au centre et en encourageant « l'unité nationale dans la diversité ». La tâche de construction d'une nation – en partie en corrigeant les inégalités horizontales profondément ancrées qui entravent maintenant le pluralisme et en partie en mettant fin à la corruption endémique qui alimente la concurrence entre les groupes – est encore en évolution.

## AUTEUR DU CAS

**Daniel E. Agbiboa** est titulaire de bourse postdoctorale à la Perry World House de l'Université de Pennsylvanie aux États-Unis. Il détient un Ph. D. en développement international de l'Université d'Oxford. Ses recherches sont axées sur les thèmes entrecroisés du conflit, de la sécurité et du développement en Afrique subsaharienne.

### Remerciements

Le Centre tient à souligner la collaboration de Will Kymlicka de l'Université Queen's et des autres membres du groupe de recherche consultatif international. La série de Cas de changement a été élaborée avec le généreux soutien du Centre de recherches pour le développement international. Pour télécharger la version complète du cas de changement sur le Nigeria, veuillez visiter le [pluralisme.ca](http://pluralisme.ca).

---

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada.

Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ou de son conseil des gouverneurs.

Cette analyse a été mandatée par le Centre mondial du pluralisme pour engendrer un dialogue mondial sur les moteurs du pluralisme. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur.

---

Le Centre mondial du pluralisme est une organisation de savoir appliqué qui facilite le dialogue, l'analyse et l'échange sur les fondements des sociétés inclusives dans lesquelles les différences humaines sont respectées. Établi à Ottawa, le Centre est inspiré par l'exemple du pluralisme canadien, lequel démontre ce que les gouvernements et les citoyens peuvent réaliser lorsque la diversité humaine est appréciée et reconnue comme une des bases de la citoyenneté partagée. Visitez-nous au [pluralisme.ca](http://pluralisme.ca).